

Rapport financier

pour la période de neuf mois
closé au 30 septembre 2013

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ DU TROISIÈME TRIMESTRE (NON AUDITE)	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS	PAGE 16
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 37

LAFARGE
Construire
des villes meilleures™

Rapport d'activité

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 5 novembre 2013 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 30 septembre 2013. L'examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier pour la période close au 30 septembre 2013.

Le rapport d'activité doit être lu en liaison avec les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 septembre 2013 et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 avril 2013 sous le numéro D.13-0276. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 5 « Risques et contrôle » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les trois mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable. La marge brute d'exploitation représente l'EBITDA rapporté au chiffre d'affaires.

Les données 2012 ont été retraitées pour refléter l'impact des amendements d'IAS 19. Des informations complémentaires sont données dans les notes aux comptes consolidés intermédiaires condensés.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page « Information réglementée ».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

1.1 Chiffres clés consolidés

Synthèse des chiffres clés

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	101,9	106,3	-4 %	-2 %	36,7	36,6	-	3 %
Granulats (MT)	143,6	141,2	2 %	-	59,8	57,0	5 %	5 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	23,2	24,0	-3 %	-1 %	8,2	8,3	-1 %	1 %
<i>En millions d'euros, à l'exception du résultat net par action</i>								
Chiffre d'affaires	11 484	12 007	-4 %	-	4 236	4 393	-4 %	4 %
EBITDA	2 309	2 579	-10 %	-3 %	1 007	1 066	-6 %	4 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	20,1 %	21,5 %	-140pb	-20pb ⁽⁴⁾	23,8 %	24,3 %	-50pb	50pb ⁽⁴⁾
Résultat d'exploitation courant	1 546	1 822	-15 %	-5 %	755	810	-7 %	5 %
Résultat net, part du Groupe ⁽¹⁾	388	282	38 %		304	303	-	
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	1,35	0,98	38 %		1,06	1,05	1 %	
Cash flow libre ⁽³⁾	360	211	71 %		492	523	-6 %	
Endettement net	10 944	12 202	-10 %					

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Sur la base d'un nombre moyen d'actions en circulation de 287,2 millions pour les neuf premiers mois de 2013 et de 287,1 millions pour les neuf premiers mois de 2012 ; et de 287,3 millions pour le troisième trimestre 2013 et 287,1 millions pour le troisième trimestre 2012

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

(4) Les ventes de crédit carbone ne sont pas prises en compte dans le calcul des marges à périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires et EBITDA par zone géographique et par ligne de produits

Chiffre d'affaires

	9 Mois		Variation	Effet des variations de périmètre	Effet des variations de change	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012					2013	2012	
Par zone géographique									
Amérique du Nord	2 370	2 551	-7 %	-7 %	-4 %	4 %	1 111	1 156	10 %
Europe occidentale	2 454	2 433	1 %	5 %	-	-4 %	852	809	1 %
Europe centrale et de l'Est	887	989	-10 %	-	-1 %	-9 %	399	428	-5 %
Moyen-Orient et Afrique	3 032	3 266	-7 %	-	-7 %	-	1 015	1 070	4 %
Amérique Latine	677	729	-7 %	-1 %	-10 %	4 %	221	255	5 %
Asie	2 064	2 039	1 %	-	-5 %	6 %	638	675	5 %
Par ligne de produits									
Ciment	7 311	7 899	-7 %			-	2 588	2 772	4 %
Granulats et Béton	4 103	4 040	2 %			2 %	1 627	1 597	5 %
Holdings et autres	70	68					21	24	
TOTAL	11 484	12 007	-4 %	-	-4 %	-	4 236	4 393	4 %

EBITDA

	9 Mois		Variation	Effet des variations de périmètre	Effet des variations de change	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		
	2013	2012					2013	2012	Variation à périmètre et taux de change constants
Par zone géographique									
Amérique du Nord	417	398	5 %	-11 %	-5 %	21 %	288	270	23 %
Europe occidentale ⁽¹⁾	260	401	-35 %	-2 %	-	-33 %	110	146	-26 %
Europe centrale et de l'Est ⁽¹⁾	151	214	-29 %	-	-	-29 %	106	127	-16 %
Moyen-Orient et Afrique	856	947	-10 %	-	-7 %	-3 %	306	301	11 %
Amérique Latine	185	211	-12 %	-2 %	-8 %	-2 %	63	82	-6 %
Asie	440	408	8 %	-	-6 %	14 %	134	140	8 %
Par ligne de produits									
Ciment ⁽¹⁾	1 988	2 243	-11 %	-	-	-3 %	807	872	4 %
Granulats et Béton	324	336	-4 %	-	-	-1 %	210	202	7 %
Holdings et autres	(3)	0	-	-	-	-	(10)	(8)	-
TOTAL ⁽¹⁾	2 309	2 579	-10 %	-2 %	-5 %	-3 %	1 007	1 066	4 %

- (1) Pénalisé par la diminution des ventes de crédits carbone : aucune cession en 2013, à comparer à 69 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2012 :
- Impact de 56 millions d'euros (11 millions d'euros au troisième trimestre) en Europe occidentale
- Impact de 13 millions d'euros (12 millions d'euros au troisième trimestre) en Europe centrale et de l'Est

1.2. Analyse des résultats opérationnels et financiers

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, à l'EBITDA, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Faits marquants du Groupe

- Sur le troisième trimestre, la progression des volumes a été continue, sous l'effet conjugué de la croissance qui se poursuit dans la plupart des marchés émergents, de la reprise aux Etats-Unis, et de la stabilisation de l'Europe à un faible niveau. Le troisième trimestre a été marqué par l'effet défavorable des taux de change avec pour conséquence un impact négatif de 7 % sur le chiffre d'affaires et sur l'EBITDA (-286 millions d'euros et -67 millions d'euros respectivement sur le trimestre).
- L'EBITDA du troisième trimestre est en progression de 4 % à périmètre et taux de change constants, soutenu notamment par une bonne performance en Amérique du Nord, au Moyen-Orient/Afrique et en Asie. La marge brute d'exploitation s'est améliorée de 50 points de base à périmètre et taux de change constants, et hors impact des ventes de crédits carbone. Elle a bénéficié de la hausse des volumes, de la résistance des prix, et de l'accélération des mesures de réduction de coûts et d'innovation, qui ont généré respectivement 130 millions et 80 millions d'euros d'EBITDA additionnel sur le trimestre. Sur les neuf premiers mois de l'année, ces mesures ont atteint un total de 470 millions d'euros et le Groupe est en ligne avec ses objectifs.
- L'endettement net, qui s'élève à 10,9 milliards d'euros au 30 septembre, a été réduit de 1,3 milliard d'euros par rapport au 30 septembre 2012 et de 0,9 milliard d'euros sur le trimestre, notamment grâce à des cessions réalisées à des multiples attractifs.
- Le Groupe confirme son objectif de réaliser son plan 2012-2015 d'ici la fin 2014, avec au moins 600 millions d'euros d'EBITDA additionnel grâce à la réduction des coûts et à l'innovation en 2014.
- Au-delà, le Groupe annonce de nouveaux objectifs, prévoyant de générer au moins 1,1 milliard d'euros d'EBITDA additionnel en 2015-2016 grâce à ses actions, dont 600 millions d'euros provenant de réductions de coûts et 500 millions d'euros d'actions en matière d'Innovation, soit un objectif de 550 millions d'euros par an au minimum.

Synthèse du chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat d'exploitation courant

Après un premier semestre marqué par des volumes plus faibles qu'attendu dans certaines régions, le troisième trimestre 2013 a bénéficié de tendances positives dans une grande partie de nos pays, notamment sous l'effet de la matérialisation de la reprise aux Etats-Unis, de la poursuite de la croissance dans la plupart des pays émergents dans lesquels le Groupe opère et de la stabilisation de l'Europe à un niveau de marché bas. Le Groupe a poursuivi ses initiatives internes, avec des actions de réduction des coûts et d'innovation en ligne avec ses objectifs, et des avancées significatives réalisées au cours du trimestre vers l'objectif de ramener la dette nette du Groupe en dessous de 10 milliards d'euros.

Au troisième trimestre, nos volumes sont repartis à la hausse dans toutes les régions hormis l'Europe centrale et de l'Est, avec une amélioration marquée en Amérique du Nord et dans la région Moyen-Orient et Afrique. Pour le troisième trimestre, à périmètre constant, les volumes vendus de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont inscrits en hausse de 3 %, 5 % et 1 %, respectivement. Sur les neuf premiers mois, les volumes vendus de ciment sont ressortis en diminution de 2 %, tandis que les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont stabilisés.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 11 484 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2013 et 4 236 millions d'euros au troisième trimestre, est en repli de 4 % par rapport à 2012, aussi bien sur le trimestre que sur les neuf premiers mois de l'année.

Les variations de change ont eu un impact particulièrement défavorable (-4,4 % soit -497 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année et -7,2 %, soit -286 millions d'euros, au troisième trimestre), reflétant principalement la dépréciation des dollars canadien et américain, du rand sud-africain, de la livre égyptienne, du real brésilien et de la roupie indienne par rapport à l'euro. Les variations du périmètre de consolidation ont eu un impact net légèrement négatif sur le chiffre d'affaires (-0,5 %, soit -79 millions d'euros sur les neuf premiers mois, et -0,9 %, soit -46 millions d'euros au troisième trimestre), l'effet de la cession de deux usines situées dans le Missouri et dans l'Oklahoma (Etats-Unis) ayant été en partie compensé par l'impact de la consolidation de la joint-venture avec Tarmac au Royaume-Uni.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé s'est inscrit en hausse de 0,5 % sur les neuf premiers mois de l'année, les hausses de prix mises en œuvre dans l'ensemble de nos lignes de produits en réponse à l'inflation des coûts et la croissance des volumes au troisième trimestre ayant permis de compenser l'impact de la baisse des volumes au premier semestre. Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires consolidé a connu une progression de 4,5 %, grâce à la bonne orientation du marché en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et Afrique, en Amérique Latine et en Asie, tandis que les volumes se sont stabilisés en Europe.

L'EBITDA s'inscrit en repli sur le trimestre et sur les neuf premiers mois de l'année, en tenant compte de l'impact particulièrement négatif des variations de change (-5 % sur les neuf premiers mois de l'année et -7 % sur le trimestre) et, dans une moindre mesure, de l'effet des changements de périmètre (-2 % sur les neuf premiers mois de l'année, -3 % sur le trimestre). À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA s'est contracté de 3 % sur les neuf premiers mois de l'année, mais est en hausse de 4 % au troisième trimestre, les actions de réduction des coûts et d'innovation ayant plus que compensé l'inflation des coûts, l'effet négatif de 28 millions d'euros de la diminution des stocks sur le trimestre et l'absence de ventes de crédit carbone (contre 69 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012, et 23 millions d'euros au troisième trimestre 2012). Le Groupe a poursuivi une politique active de hausse des prix, l'impact sur l'EBITDA de cette stratégie ayant été limité par les ajustements de prix dans un nombre restreint de pays et par des effets de mix défavorables. Sur les neuf premiers mois de 2013, les initiatives du Groupe en matière de réduction des coûts et d'innovation ont permis de générer respectivement 290 millions d'euros et 180 millions d'euros d'EBITDA (130 millions d'euros et 80 millions d'euros au troisième trimestre), en ligne avec les objectifs pour 2013.

Le résultat d'exploitation courant s'est contracté de 5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2012, mais il s'est inscrit en progression de 5 % au troisième trimestre, à périmètre et taux de change constants et après retraitement de l'impact de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni, interrompu le 1^{er} mars 2011, conformément aux normes IFRS, et repris depuis le 7 janvier 2013, après la création de la joint-venture avec Tarmac (57 millions d'euros d'amortissements supplémentaires sur les neuf premiers mois de 2013).

Analyse des résultats par région

Amérique du Nord

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	8,4	9,8	-14 %	-4 %	4,0	4,1	-3 %	8 %
Granulats (MT)	68,8	72,5	-5 %	1 %	32,0	31,9	-	7 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	4,7	4,8	-3 %	2 %	2,0	1,9	2 %	7 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 370	2 551	-7 %	4 %	1 111	1 156	-4 %	10 %
EBITDA (millions d'euros)	417	398	5 %	21 %	288	270	7 %	23 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	17,6 %	15,6 %	200pb		25,9 %	23,4 %	250pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	300	249	20 %	38 %	249	219	14 %	28 %

Globalement, les tendances de marchés de la région sont solides, soutenues par la reprise observée dans le secteur résidentiel aux Etats-Unis et la bonne orientation de l'économie dans l'ouest du Canada. Le troisième trimestre 2013 a été marqué par une amélioration des volumes dans l'ensemble de nos lignes de produits, après un premier semestre difficile au cours duquel notre performance a été particulièrement pénalisée par les conditions météorologiques défavorables aux Etats-Unis dans les régions où nous sommes présents, ainsi que par les inondations au Canada.

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en recul de 7 % sur les neuf premiers mois et de 4 % au troisième trimestre. La cession de deux usines situées dans le Missouri et dans l'Oklahoma (Etats-Unis) fin novembre 2012, ainsi que celles d'activités granulats et béton de plus petite taille ont eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires de -7 %, ou -172 millions d'euros, sur les neuf premiers mois de 2013. Les variations de change ont également pesé sur le chiffre d'affaires, les dollars canadien et américain s'étant dépréciés par rapport à l'euro (impact négatif de -4 %, ou -95 millions d'euros sur le chiffre d'affaires des neuf premiers mois de l'année).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a augmenté de 4 % sur les neuf premiers mois de l'année, avec une amélioration notable de 10 % au troisième trimestre, soutenu par des hausses de prix solides dans l'ensemble de nos lignes de produits et par la reprise des volumes observée au troisième trimestre.

- **Aux Etats-Unis**, les prix ont augmenté dans l'ensemble de nos lignes de produits. Les volumes ont fortement progressé au troisième trimestre, soutenus par la reprise du segment résidentiel et par un effet de rattrapage partiel après un premier semestre marqué par des conditions météorologiques particulièrement défavorables dans la région du nord-est. Sur les neuf premiers mois de 2013, à périmètre et taux de change constants, les volumes vendus de ciment et de béton prêt à l'emploi ont diminué de 5 % et 2 %, respectivement, tandis que les volumes de granulats ont enregistré une légère amélioration de 1 %.
- **Au Canada**, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse aussi bien sur le trimestre que sur les neuf premiers mois, sous l'effet conjugué des hausses de prix et de la croissance vigoureuse enregistrée dans l'ouest du Canada, qui ont largement compensé le ralentissement du marché au Québec. Au troisième trimestre, les volumes et les prix se sont améliorés dans l'ensemble de nos lignes de produits. Sur les neuf premiers mois de l'année, à périmètre et taux de change constants, les ventes de ciment se sont contractées de 3 % en volumes, tandis que les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont inscrits en progression de 1 % et 3 %, respectivement, soutenus par différents projets dans l'ouest du Canada.

L'EBITDA a crû de 21 % sur les neuf premiers mois à périmètre et taux de change constants, sous l'effet combiné de la progression des prix, de la poursuite des efforts de réduction des coûts et des initiatives en matière d'innovation, et d'un gain non récurrent de 20 millions d'euros comptabilisé au premier trimestre, lié à la décision du management de revoir le système des régimes de retraites en Amérique du Nord (gel de droits sur des régimes de retraites à prestations définies aux Etats-Unis). Au troisième trimestre, la hausse de l'EBITDA a atteint 23 % à périmètre et taux de change constants, bénéficiant du levier opérationnel induit par la reprise des volumes et de la poursuite des efforts de réduction des coûts et des initiatives en matière d'innovation au Canada et aux Etats-Unis, et ceci malgré l'impact négatif sur l'EBITDA de la diminution des stocks.

Europe occidentale

Volumes	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Ciment (MT)	10,6	12,5	-15 %	-3 %	3,7	4,2	-11 %	3 %
Granulats (MT)	44,5	38,7	15 %	-4 %	15,4	12,8	21 %	3 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	6,8	7,5	-8 %	-6 %	2,3	2,5	-5 %	-3 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 454	2 433	1 %	-4 %	852	809	5 %	1 %
EBITDA (millions d'euros) ⁽¹⁾	260	401	-35 %	-33 %	110	146	-25 %	-26 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires) ⁽¹⁾	10,6 %	16,5 %	-590pb	-250pb ⁽²⁾	12,9 %	18,0 %	-510pb	-290pb ⁽²⁾
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros) ⁽¹⁾	67	259	-74 %	-58 %	46	98	-53 %	-43 %

(1) Pénalisé par la diminution des produits de la vente de crédits carbone : diminution de 56 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2012, 11 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2012

(2) Les ventes de crédit carbone ne sont pas prises en compte dans le calcul des marges à périmètre et taux de change constants

Globalement, les tendances baissières des marchés ont été moins prononcées au troisième trimestre, avec une relative stabilisation des volumes à un faible niveau.

Les variations du périmètre de consolidation ont eu un impact net positif sur le chiffre d'affaires du fait des effets liés à la constitution de la joint venture Lafarge-Tarmac au Royaume-Uni en janvier 2013. L'impact des cessions d'actifs requises par les autorités de la concurrence (notamment une cimenterie d'une capacité de 1,4 million de tonnes ainsi que des centrales de béton prêt à l'emploi) et de la déconsolidation de 50 % des actifs historiques ex-Lafarge a été plus que compensé par l'intégration à 50 % des actifs apportés par Tarmac à la joint-venture. L'impact des variations de change a été négligeable.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a baissé de 4 % sur les neuf premiers mois de 2013 par rapport à l'année passée, et s'est inscrit en hausse de 1 % au troisième trimestre, reflétant principalement l'évolution des volumes.

- **En France**, les volumes ont plutôt bien résisté, avec une moindre baisse des volumes vendus à partir du deuxième trimestre. Sur les neuf premiers mois de 2013, les volumes vendus de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont inscrites en recul de 3 %, 3 % et 4 %, respectivement.
- **Au Royaume-Uni**, la joint venture Tarmac est entrée en activité en janvier 2013. Après avoir reculé sur le premier trimestre de l'année, le marché de la construction a commencé à se redresser progressivement au deuxième trimestre, avant de repartir fortement à la hausse au troisième trimestre, soutenu par la reprise du segment résidentiel. Globalement, notre chiffre d'affaires s'est inscrit en progression sur le trimestre et sur les neuf premiers mois de l'année, en raison de la contribution accrue des ventes de granulats, d'asphalte et de revêtement routier, reflétant les actifs apportés par Tarmac à la joint-venture.
- **L'Espagne et la Grèce** continuent à subir les effets de la crise économique. Les volumes vendus de ciment y ont chuté de 3 % et de 12 % respectivement par rapport aux neuf premiers mois de 2012. Le Groupe a poursuivi la mise en œuvre d'actions pour limiter l'impact de cette conjoncture difficile, notamment au travers de mesures de réduction des coûts et du déploiement de solutions innovantes, d'adaptation de son réseau industriel, et avec le développement des exportations.

L'EBITDA a chuté de 35 % sur les neuf premiers mois de 2013 et de 25 % au troisième trimestre, sous l'effet combiné de l'absence de ventes de crédit carbone (contre 56 millions d'euros vendus l'année dernière) et de l'impact du changement de périmètre au Royaume-Uni (impact négatif sur l'EBITDA de 32 millions d'euros sur les neuf premiers mois et 9 millions d'euros au troisième trimestre). Les réductions des coûts mises en œuvre ont partiellement compensé les effets de l'inflation ainsi que l'impact d'une augmentation temporaire des coûts, qui se renversera au quatrième trimestre.

Europe centrale et de l'Est

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	9,8	10,4	-6 %	-6 %	4,4	4,5	-3 %	-3 %
Granulats (MT)	15,1	16,6	-9 %	-9 %	7,2	7,5	-3 %	-4 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,2	1,2	1 %	1 %	0,6	0,5	18 %	18 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	887	989	-10 %	-9 %	399	428	-7 %	-5 %
EBITDA (millions d'euros) ⁽¹⁾	151	214	-29 %	-29 %	106	127	-17 %	-16 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires) ⁽¹⁾	17,0 %	21,6 %	-460pb	-350pb ⁽²⁾	26,6 %	29,7 %	-310pb	-70pb ⁽²⁾
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros) ⁽¹⁾	85	154	-45 %	-44 %	84	107	-21 %	-21 %

(1) Pénalisé par la diminution des produits de la vente de crédits carbone : diminution de 13 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2012 et de 12 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2012

(2) Les ventes de crédit carbone ne sont pas prises en compte dans le calcul des marges à périmètre et taux de change constants

La région a été pénalisée par des dépenses d'infrastructures limitées sous l'effet de la réduction des financements européens disponibles en Pologne et en Roumanie.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires est en recul de 10 % sur les neuf premiers mois de l'exercice, la base de comparaison moins défavorable atténuant la baisse observée au troisième trimestre. Les variations de change ont réduit le chiffre d'affaires de 1 % sur les neuf premiers mois (-2 % au troisième trimestre), tandis que les changements de périmètre ont eu un impact négligeable.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit en diminution de 9 % par rapport aux neuf premiers mois de 2012 (5 % au troisième trimestre).

- **En Pologne**, l'activité de construction a connu un ralentissement, le premier semestre 2012 ayant bénéficié du Championnat d'Europe de football en juin et de financements européens. Les ventes de ciment en volumes se sont inscrites en recul de 9 % sur les neuf premiers mois de l'année et de 1 % au troisième trimestre. De fait, le troisième trimestre a bénéficié d'une base de comparaison moins défavorable qu'au premier semestre et de la contribution de nos actions d'innovation. Les volumes de granulats vendus ont enregistré des tendances relativement similaires. Les prix moyens du ciment sont en retrait par rapport à ceux des neuf premiers mois de 2012, principalement du fait d'une érosion des prix observée durant le second semestre 2012.
- **En Russie**, les marchés ont suivi une tendance positive, mais notre chiffre d'affaires a été limité par la forte concurrence ainsi que par la réduction de notre capacité de production dans l'une de nos usines. Les volumes vendus de ciment se sont inscrits en recul de 7 % sur les neuf premiers mois, et de 4 % au troisième trimestre.
- **En Roumanie**, les ventes de ciment ont baissé de 15 % sur les neuf premiers mois et au troisième trimestre, sous l'effet conjugué de la diminution des dépenses d'infrastructures et de l'environnement concurrentiel.

Sur les neuf premiers mois de l'année, l'EBITDA s'est inscrit en recul sous l'effet combiné de la baisse des volumes dans l'ensemble de nos lignes de produits, de prix moyens moins élevés en Pologne et de l'absence de ventes de crédit carbone en 2013. À périmètre et taux de change constants et hors ventes de crédit carbone, la baisse de l'EBITDA est restée limitée sur le trimestre, les réductions de coûts et les mesures d'innovation ayant atténué l'impact de la baisse des volumes et l'effet négatif sur l'EBITDA du déstockage.

Moyen-Orient et Afrique

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	32,6	34,2	-5 %	-6 %(1)	11,2	10,8	4 %	1 %(1)
Granulats (MT)	6,7	6,6	2 %	3 %	2,3	2,2	4 %	5 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	5,2	5,2	-1 %	-1 %	1,7	1,7	-2 %	-2 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	3 032	3 266	-7 %	-	1 015	1 070	-5 %	4 %
EBITDA (millions d'euros)	856	947	-10 %	-3 %	306	301	2 %	11 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	28,2 %	29,0 %	-80pb		30,1 %	28,1 %	200pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	625	700	-11 %	-5 %	229	216	6 %	15 %

(1) Domestique seulement

La région a connu des tendances contrastées, avec des marchés bien orientés dans la plupart des pays, mais les volumes ont été pénalisés par la pénurie de gaz en Egypte limitant les niveaux de production, et par la situation actuelle en Syrie. Les fondamentaux de croissance restent néanmoins très positifs pour le secteur de la construction dans cette région, qui affiche des besoins importants en logements et en infrastructures.

Les volumes sont repartis à la hausse au troisième trimestre, mais le chiffre d'affaires reste fortement pénalisé par l'impact négatif des variations de change (-7 %, ou -221 millions d'euros sur le chiffre d'affaires des neuf premiers mois de l'exercice, et -9%, ou -98 millions d'euros sur le troisième trimestre).

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est resté stable par rapport aux neuf premiers mois de 2012 et a connu une progression de 4 % sur le trimestre, soutenu par des volumes et des prix bien orientés.

- **Le Nigéria** a bénéficié d'un marché en forte croissance. Les ventes de ciment ont connu une progression de 6 % sur les neuf premiers mois de l'année (7 % au troisième trimestre), la croissance à deux chiffres des volumes compensant largement les effets de l'ajustement des prix mis en œuvre dans ce pays.
- **En Algérie**, la demande sous-jacente est restée soutenue, et nos ventes de ciment ont augmenté de 5 % en volumes au troisième trimestre. Cependant, nos volumes sont restés stables par rapport aux neuf mois de l'année passée, pénalisés par une interruption de la production pendant 10 jours au premier trimestre. Les prix se sont inscrits en hausse, soutenus par le développement des ventes de nouveaux produits cimentiers. Le nouveau broyeur récemment mis en service devrait nous permettre de bénéficier au mieux de la croissance du marché sur la dernière partie de l'année.
- **En Egypte**, nos ventes de ciment, pénalisées par une pénurie de gaz, ont chuté de 27 % en volumes par rapport aux neuf premiers mois de 2012. Les limitations de production ont été un peu moins marquées au troisième trimestre grâce au recours progressif à des combustibles de substitution ; sur le trimestre, les volumes vendus se sont ainsi inscrits en recul de 19 % par rapport à 2012. Des augmentations de prix ont été mises en œuvre en réponse à une inflation des coûts significative.
- **Au Maroc**, les volumes vendus de ciment ont diminué de 8 % par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2012, mais se sont progressivement stabilisés à partir du deuxième trimestre grâce à une base de comparaison moins défavorable. Les prix ont suivi une orientation positive en réponse à l'inflation des coûts.
- **En Irak**, la demande de ciment est restée vigoureuse, mais nos ventes ont été pénalisées par le contexte de forte concurrence.
- **L'Afrique du Sud** a bénéficié d'une tendance de marché solide. Les volumes vendus de ciment et de granulats ont crû de respectivement 2 % et de 8 % sur les neuf premiers mois de l'année, tandis que les volumes de béton prêt à

l'emploi ont affiché une croissance de 18 % sur la période, soutenus par des projets routiers et dans le domaine de l'énergie renouvelable.

- **Au Kenya**, la croissance du marché de la construction a été ralentie par la tenue des élections en mars 2013. Le Kenya a connu une baisse de 6 % des volumes de ciment vendus sur les neuf premiers mois de 2013, après la progression de 18 % des volumes affichée l'année dernière à la même période ; la situation s'est progressivement améliorée à partir du troisième trimestre, les volumes s'inscrivant en légère hausse par rapport à l'année dernière.
- **En Syrie**, notre activité demeure affectée par la situation actuelle.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA a connu une progression de 11 % au troisième trimestre, sous l'effet de la hausse du chiffre d'affaires au Nigéria, en Algérie, au Maroc et en Afrique du Sud et des mesures de réduction des coûts et d'innovation significatives mises en œuvre dans de nombreux pays. Sur les neuf premiers mois de l'année, l'EBITDA s'inscrit encore en légère baisse (-3 %), ce qui traduit principalement l'impact des restrictions de production en Egypte. Les prix ont été relevés sur de nombreux marchés en réponse à l'inflation significative des coûts.

Amérique Latine

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	6,8	6,9	-1 %	1 %	2,3	2,4	-3 %	3 %
Granulats (MT)	2,0	2,1	-5 %	-5 %	0,8	0,8	-2 %	-2 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,9	0,8	7 %	7 %	0,3	0,3	6 %	6 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	677	729	-7 %	4 %	221	255	-13 %	5 %
EBITDA (millions d'euros)	185	211	-12 %	-2 %	63	82	-23 %	-6 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	27,3 %	28,9 %	-160pb		28,5 %	32,2 %	-370pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	156	180	-13 %	-3 %	55	72	-24 %	-9 %

En Amérique Latine, les marchés ont suivi une tendance globalement positive. Notre chiffre d'affaires a été pénalisé par l'impact très négatif de la dévaluation du real Brésilien (-10 % sur les neuf premiers de l'année, ou -68 millions d'euros de réduction de notre chiffre d'affaires), et par l'effet de la déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique, désormais combinés avec les actifs d'Elementia depuis août 2013.

À périmètre et taux de change constants, notre chiffre d'affaires a progressé de 4 % sur les neuf premiers mois de l'année et de 5 % au troisième trimestre, sous l'effet conjugué de l'augmentation des prix et de l'accroissement des volumes.

- **Au Brésil**, les volumes vendus de ciment ont progressé de 3 % sur le trimestre, avec des hausses de prix contrastées d'une région à l'autre dans un contexte de forte inflation des coûts. Sur les neuf premiers mois de l'année, les ventes de ciment domestiques se sont inscrites en hausse de 3 %.
- **En Equateur**, les marchés ont suivi une évolution positive en termes de prix et de volumes. Les ventes de ciment se sont inscrites en progression de 12 % par rapport aux neuf premiers mois de 2012, et de 19 % au troisième trimestre, soutenues par l'accroissement de la demande sur le segment des infrastructures.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA s'est inscrit en recul de 2 % sur les neuf premiers mois de l'année et de 6 % au troisième trimestre, sous l'effet combiné d'un environnement fortement inflationniste et de l'impact négatif de la diminution des stocks intervenue sur le trimestre, qui a plus que compensé les effets de la progression du chiffre d'affaires.

Asie

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	33,7	32,5	3 %	3 %	11,1	10,6	4 %	4 %
Granulats (MT)	6,5	4,7	37 %	36 %	2,1	1,8	13 %	13 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	4,4	4,5	-1 %	4 %	1,3	1,4	-6 %	-6 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 064	2,039	1 %	6 %	638	675	-5 %	5 %
EBITDA (millions d'euros)	440	408	8 %	14 %	134	140	-4 %	8 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	21,3 %	20,0 %	130pb		21,0 %	20,7 %	30pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	313	280	12 %	19 %	92	98	-6 %	9 %

En Asie, les marchés ont suivi une tendance positive dans la plupart des pays où nous sommes présents, mais les variations de change ont eu un impact particulièrement significatif sur nos ventes représentant une réduction du chiffre d'affaires de 5 % sur les neuf premiers mois, et de 10 % au troisième trimestre.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 6 % sur les neuf premiers mois de l'année et de 5 % sur le troisième trimestre, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et des hausses de prix en réponse à l'inflation des coûts.

- **En Chine**, les ventes de ciment ont crû de 2 % en volumes sur les neuf premiers mois de l'année et sont restées stables sur le trimestre. Les prix sont en hausse dans le Sichuan et le Guizhou, mais ils ont de nouveau été pénalisés par la forte concurrence observée dans le Yunnan et le ChongQing.
- **En Inde**, le marché a connu une croissance limitée. Nos ventes de ciment ont progressé de 3 % en volumes sur les neuf premiers mois de l'année et de 5 % au troisième trimestre, tandis que nos prix ont été augmentés afin d'atténuer les effets de l'inflation des coûts. Les volumes vendus de béton prêt à l'emploi se sont inscrits en retrait de 10 % par rapport aux neuf premiers mois de 2012, avec des prix en hausse en réponse à l'inflation des coûts.
- **En Malaisie**, les volumes vendus de ciment se sont stabilisés. Les prix moyens du ciment sont en retrait par rapport aux neuf premiers mois de 2012, reflétant principalement l'érosion des prix enregistrée durant le second semestre 2012, et malgré l'amélioration observée au troisième trimestre 2013.
- **Aux Philippines**, les volumes vendus ont bénéficié d'une bonne dynamique de marché et de la mise en service d'une nouvelle usine de broyage au deuxième trimestre, et sont en hausse de 12 % sur les neuf premiers mois de l'année, tandis que les prix ont été fortement relevés.
- **En Corée du Sud**, l'orientation positive du marché a favorisé une augmentation des volumes sur le trimestre. Les ventes de ciment sur le marché domestique se sont inscrites en hausse de 9 % au troisième trimestre et de 2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2012.

La dépréciation de plusieurs devises par rapport à l'euro a eu un impact négatif sur l'EBITDA de 6 % sur les neuf premiers mois de l'année et de 12 % sur le trimestre. À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA a progressé de 14 % sur les neuf premiers mois de l'année et de 8 % au troisième trimestre, sous l'effet conjugué de la croissance des volumes, de l'augmentation des prix en réponse à une forte inflation des coûts, de la réduction des coûts et des mesures d'innovation et, enfin, de la baisse des prix du charbon en Chine.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 30 septembre 2013 et 2012 :

(en millions d'euros)

	9 mois		Variation
	2013	2012	%
EBITDA	2 309	2 579	-10 %
Amortissements	(763)	(757)	1 %
Résultat d'exploitation courant	1 546	1 822	-15 %
Plus (moins)-values de cession	91	41	
Autres produits (charges) d'exploitation	(194)	(428)	
Résultat d'exploitation	1 443	1 435	1 %
Produits (frais) financiers nets	(792)	(806)	-2 %
dont Charges financières	(880)	(925)	-5 %
Produits financiers	88	119	-26 %
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	5	11	
Résultat avant impôts	656	640	3 %
Impôts	(188)	(216)	-13 %
Résultat net des activités poursuivies	468	424	10 %
Résultat net des activités abandonnées	47	8	
Résultat net	515	432	19 %
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	388	282	38 %
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	127	150	-15 %

Le montant des amortissements s'est élevé à 763 millions d'euros en 2013 contre 757 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012, l'impact des cessions de différentes opérations aux Etats-Unis et des variations de change étant en partie compensé par le redémarrage de l'amortissement des actifs au Royaume Uni (57 millions d'euros d'amortissements en plus sur les neuf mois).

Les plus-values de cession se sont élevées à 91 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013, contre 41 millions d'euros en 2012, et comprennent principalement l'impact des différentes opérations réalisées au Royaume Uni, l'effet positif lié à la création de la joint-venture avec Elementia au Mexique et la perte réalisée sur la cession de nos actifs cimentiers en Ukraine.

Les autres charges d'exploitation comprennent l'impact des pertes de valeur d'actifs, des coûts de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Elles se sont élevées à 194 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013 (65 millions d'euros au troisième trimestre 2013) contre 428 millions d'euros en 2012 (45 millions d'euros au troisième trimestre). En 2013, le Groupe a enregistré 103 millions d'euros de charges de restructuration liées à l'exécution du programme de réduction des coûts et 55 millions d'euros de dépréciation d'actifs. Sur les neuf premiers mois de 2012, le Groupe avait enregistré 164 millions d'euros de charges de restructuration dans le contexte de la mise en œuvre de sa nouvelle organisation par pays et 200 millions d'euros de dépréciation de goodwill et d'autres actifs compte tenu de la sévérité de la crise économique en Grèce.

Le résultat d'exploitation s'est inscrit en légère hausse de 1 % à 1 443 millions d'euros, l'effet de charges de restructuration et de dépréciation d'actifs moins élevées que l'an passé ayant largement compensé l'impact de la diminution du résultat d'exploitation courant.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, s'élèvent à 792 millions d'euros contre 806 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012, en baisse de 2 %.

Les charges financières au titre de la dette nette ont été réduites, et se sont établies à 617 millions d'euros contre 663 millions d'euros, reflétant l'effet de la réduction de l'endettement net moyen. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute est resté stable à 6,2 %.

Les variations de change ont entraîné une perte de 65 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013 (perte de 19 millions d'euros en 2012), liée principalement à des emprunts contractés par certains pays dans des devises différentes de la devise locale, et pour lesquels il n'existe pas de marché de produits de couverture.

Les autres charges financières ont été réduites, passant de 124 millions d'euros à 110 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013, et incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires et les intérêts nets liés aux plans de retraites.

La quote-part dans le résultat net des entreprises associées a représenté un gain net de 5 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013, contre un gain net de 11 millions d'euros en 2012, reflétant principalement l'évolution de la contribution de notre participation de 20 % dans Siniat (opérations plâtre en Europe et en Amérique Latine), pénalisée par une charge de dépréciation d'actif non-récurrente comptabilisée sur le premier trimestre 2013, tandis que les résultats générés par Unicem au Nigéria sont en progression sur les neuf mois par rapport à l'an passé.

Les impôts se sont élevés à 188 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013, correspondant à un taux effectif de 29 %. En 2012, le taux d'impôts effectif était plus élevé du fait de la non-déductibilité de la dépréciation de goodwill.

Le résultat net des activités poursuivies s'est inscrit en hausse de 10 %, passant de 424 millions d'euros à 468 millions d'euros, la réduction des charges de restructurations et de dépréciations d'actifs ayant plus que compensé la baisse de l'EBITDA.

Le résultat net des activités abandonnées a représenté un gain de 47 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013 (8 millions d'euros l'année passée), traduisant l'évolution favorable du résultat de nos opérations plâtre en Amérique du Nord sur les huit premiers mois de l'année ainsi que le gain net réalisé sur la cession de ces actifs finalisée fin août 2013.

Le résultat net part du Groupe¹ est ressorti à 388 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013 contre 282 millions d'euros en 2012, malgré l'impact négatif des variations de change sur l'EBITDA et l'absence de ventes de crédits carbone sur 2013, et en tenant compte de la dépréciation d'actifs grecs pour un montant total de 200 millions d'euros avant impôts constatée en 2012.

La contribution des participations minoritaires s'est inscrite en retrait, à 127 millions d'euros contre 150 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012, principalement sous l'effet de volumes en baisse en Egypte.

Le résultat par action s'est établi à 1,35 euro sur les neuf premiers mois de 2013 (1,06 euro au troisième trimestre), contre 0,98 euro en 2012 (1,05 euro sur le troisième trimestre), sous l'effet de la forte amélioration du résultat net part du Groupe, le nombre de titres moyen étant resté relativement stable.

¹ Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont établis à 579 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013 (393 millions d'euros au 30 septembre 2012).

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont améliorés de 186 millions d'euros, traduisant principalement l'amélioration solide de notre performance en matière d'optimisation du besoin en fonds de roulement, notamment sur le niveau des stocks. Comparé à fin septembre 2012, nous avons réduit le besoin en fonds de roulement strict exprimé en nombre de jours de ventes à 39 jours (soit une réduction de 6 jours), ce qui constitue un point bas historique à cette époque de l'année. L'augmentation normale du besoin en fonds de roulement strict² liée au caractère saisonnier de nos activités au cours de la période a ainsi été limitée sur la période, permettant une évolution favorable de sa variation versus celle des neuf premiers mois de 2012. Cet effet a plus que compensé la détérioration de la marge brute d'autofinancement, résultant de l'évolution de l'EBITDA.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont généré 112 millions d'euros de trésorerie (contre une sortie de trésorerie nette de 340 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012).

Les investissements de maintien ont légèrement augmenté, passant de 182 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012 à 219 millions d'euros en 2013.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités ont été contenus à 524 millions d'euros dans le cadre de notre stricte discipline sur les investissements. Ils sont liés aux projets de nouvelles cimenteries en cours en Russie et en Inde, à des investissements dans nos usines d'Exshaw et de Ravena en Amérique du Nord, ainsi qu'à la construction de station de broyage aux Philippines, en Algérie et au Brésil, bénéficiant d'un retour sur investissement rapide.

Nettes de la dette nette cédée, et en tenant compte de la cession d'intérêts sans perte de contrôle et des coûts de cession, les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 1 048 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013. Elles comprennent principalement le produit de la cession de nos activités plâtre aux Etats-Unis pour 0,5 milliard d'euros, 0,2 milliard d'euros de contribution par augmentation de capital souscrite par notre nouveau partenaire en Inde, la cession de carrières de granulats en Géorgie (Etats-Unis), la vente de nos activités cimentières en Ukraine et la première partie des produits de la cession d'actifs au Royaume Uni.

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 septembre 2013, les capitaux propres du Groupe s'élevaient à 16 666 millions d'euros (17 748 millions d'euros au 31 décembre 2012) **et l'endettement net à 10 944 millions d'euros** (11 317 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les capitaux propres se sont inscrits en retrait de 1,1 milliard d'euros, reflétant principalement l'impact négatif de la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de la dépréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2012 et le 30 septembre 2013 (1,4 milliard d'euros). L'évolution des capitaux propres résulte également de l'impact du résultat net dégagé sur la période (0,5 milliard d'euros) et de l'effet positif de la variation des pertes et gains actuariels et de l'augmentation de capital souscrite par notre nouveau partenaire en Inde, en partie compensé par les dividendes de la période (0,5 milliard d'euros).

La baisse de l'endettement net consolidé de 0,4 milliard d'euros traduit principalement la discipline stricte mise en œuvre en matière d'investissements et les cessions réalisées sur la période, ainsi que les résultats de nos efforts d'optimisation du besoin en fonds de roulement.

Perspectives

Lafarge prévoit une croissance globale de la demande de ciment comprise entre 0 et 3 % sur ses marchés en 2013 par rapport à 2012, ce qui induit une amélioration des tendances au deuxième semestre par rapport au premier semestre, alors que la reprise se confirme aux Etats-Unis, que la croissance sur la plupart des marchés émergents continue et que l'Europe se stabilise à un niveau faible.

Les prix sont attendus en hausse sur l'année 2013. L'inflation des coûts se poursuit, mais à un rythme plus modéré qu'en 2012 grâce à la baisse des prix du charbon et du coke de pétrole, et plus généralement à une inflation plus faible dans les pays développés.

Les actions en matière de réduction des coûts et d'innovation devraient permettre de générer 650 millions d'euros d'Ebitda additionnel en 2013.

Comme indiqué précédemment, le Groupe se donne pour objectif de réduire son endettement net à moins de 10 milliards d'euros en 2013 et à moins de 9 milliards d'euros en 2014.

² Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2013	2012*	2013	2012*	2012*
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>					
Produits des activités ordinaires	11 484	12 007	4 236	4 393	15 816
Coût des biens vendus	(8 868)	(9 087)	(3 122)	(3 227)	(11 934)
Frais administratifs et commerciaux	(1 070)	(1 098)	(359)	(356)	(1 469)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 546	1 822	755	810	2 413
Plus- (moins-) values de cession	91	41	45	(3)	53
Autres produits (charges) d'exploitation	(194)	(428)	(65)	(45)	(546)
Résultat d'exploitation	1 443	1 435	735	762	1 920
Charges financières	(880)	(925)	(281)	(298)	(1 255)
Produits financiers	88	119	2	36	160
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5	11	1	1	5
Résultat avant impôts	656	640	457	501	830
Impôts	(188)	(216)	(128)	(146)	(292)
Résultat net des activités poursuivies	468	424	329	355	538
Résultat net des activités abandonnées	47	8	26	11	16
Résultat net	515	432	355	366	554
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	388	282	304	303	365
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	127	150	51	63	189
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
Résultat par action de base	1,35	0,98	1,06	1,05	1,27
Résultat par action dilué	1,34	0,98	1,05	1,05	1,27
Dont activités poursuivies					
Résultat par action de base	1,19	0,95	0,97	1,01	1,21
Résultat par action dilué	1,18	0,95	0,96	1,01	1,21
Nombre moyen d'actions (milliers)	287 242	287 073	287 317	287 098	287 079

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

(millions d'euros)	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2013	2012*	2013	2012*	2012*
Résultat net	515	432	355	366	554
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat					
Gains et pertes actuariels	140	(175)	57	(79)	(240)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(51)	48	(19)	22	64
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	89	(127)	38	(57)	(176)
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat					
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-
Couverture des flux de trésorerie	4	4	2	3	4
Ecart de conversion	(1 415)	100	(731)	(339)	(492)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1)	(1)	-	-	(2)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1 412)	103	(729)	(336)	(490)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	(1 323)	(24)	(691)	(393)	(666)
RÉSULTAT GLOBAL	(808)	408	(336)	(27)	(112)
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(838)	253	(321)	(56)	(248)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	30	155	(15)	29	136

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2013 et le 30 septembre 2013 (taux de clôture) s'élève à -1 415 millions d'euros dont -673 millions d'euros au titre de la dépréciation de la livre égyptienne, du dinar algérien, de la livre syrienne et du real brésilien par rapport à l'euro.

Sur le 3^{ème} trimestre, la variation des écarts de conversion s'élève à -731 millions d'euros principalement suite à la dépréciation du dinar algérien, du dollar américain, de la livre syrienne et du dinar irakien par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 septembre		Au 31 décembre
	2013	2012*	2012*
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	29 944	30 763	30 180
Goodwill	11 765	12 537	12 184
Immobilisations incorporelles	575	629	620
Immobilisations corporelles	15 010	15 354	14 992
Participations dans des entreprises associées	618	479	470
Autres actifs financiers	735	697	698
Instruments dérivés	8	22	27
Impôts différés	1 196	1 004	1 149
Autres débiteurs	37	41	40
ACTIF COURANT	8 394	10 831	9 284
Stocks	1 672	1 743	1 662
Clients	2 416	2 354	1 762
Autres débiteurs	747	828	779
Instruments dérivés	23	104	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 536	3 422	2 733
Actifs en cours de cession	-	2 380	2 280
TOTAL ACTIF	38 338	41 594	39 464
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Capital	1 149	1 149	1 149
Primes	9 710	9 693	9 695
Actions propres	(1)	(12)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 651	6 393	6 477
Autres réserves	(833)	(875)	(925)
Ecarts de conversion	(2 037)	(185)	(719)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	14 639	16 163	15 666
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 027	2 133	2 082
CAPITAUX PROPRES	16 666	18 296	17 748
PASSIF NON COURANT	14 235	15 635	14 451
Impôts différés	1 043	956	973
Provision avantages du personnel	1 284	1 443	1 492
Provisions	666	675	637
Passifs financiers	11 162	12 474	11 261
Instruments dérivés	6	12	8
Autres créditeurs	74	75	80
PASSIF COURANT	7 437	7 663	7 265
Provision avantages du personnel	102	168	102
Provisions	147	83	127
Fournisseurs	2 276	2 001	1 985
Autres créditeurs	1 510	1 666	1 567
Impôts à payer	59	133	220
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	3 305	3 195	2 823
Instruments dérivés	38	69	53
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	348	388
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	38 338	41 594	39 464

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2013	2012*	2013	2012*	2012*
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat net	515	432	355	366	554
Résultat net des activités abandonnées	47	8	26	11	16
Résultat net des activités poursuivies	468	424	329	355	538
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers:</i>					
Amortissements des immobilisations	763	757	252	256	1 010
Pertes de valeur des actifs	55	183	27	13	212
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(5)	(11)	(1)	(1)	(5)
(Plus)- et moins- valeur de cession	(91)	(41)	(45)	3	(53)
(Produits) charges financiers	792	806	279	262	1 095
Impôts	188	216	128	146	292
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(108)	(39)	(50)	(69)	(88)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(491)	(930)	(45)	(128)	(304)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	1 571	1 365	874	837	2 717
Intérêts reçus(payés)	(608)	(610)	(169)	(133)	(954)
Impôts sur les bénéfices payés	(384)	(362)	(119)	(109)	(487)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	579	393	586	595	1 276
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	1	6	-	12	22
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	580	399	586	607	1 298
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(747)	(493)	(237)	(180)	(775)
Acquisitions de titres de filiales et de coentreprises ⁽¹⁾	(14)	43	-	(5)	21
Investissement dans les entreprises associées	-	(3)	-	(1)	(3)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	(1)	-	1	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	872	87	701	24	413
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	1	27	7	11	22
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	112	(340)	471	(150)	(323)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(2)	(2)	(1)	(1)	(4)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	110	(342)	470	(151)	(327)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	3	9	1	-	9
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	9	-	-	2
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(2)	(65)	-	(3)	(147)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	188	21	178	21	21
Dividendes versés	(289)	(145)	(289)	(145)	(145)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	(192)	(124)	(44)	(29)	(154)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	1 481	1 012	309	723	1 069
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(979)	(576)	(242)	(239)	(1 928)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	63	60	(24)	71	(75)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	273	201	(111)	399	(1 348)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	(3)	-	(3)	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	273	198	(111)	396	(1 348)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée. Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

(millions d'euros)	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2013	2012*	2013	2012*	2012*
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	964	254	946	844	(395)
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(1)	1	(1)	8	18
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(160)	(3)	(38)	(41)	(61)
Reclassement Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	(1)	-	(8)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	2 733	3 171	2 629	2 619	3 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	3 536	3 422	3 536	3 422	2 733
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	2	-	-	-	-
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	11	1	(30)	-	1
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(491)	(930)	(45)	(128)	(304)
(Augmentation) / diminution des stocks	(54)	(209)	62	(14)	(183)
(Augmentation) / diminution des clients	(625)	(707)	(205)	(135)	(107)
(Augmentation) / diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(63)	(64)	(28)	17	(44)
Augmentation / (diminution) des fournisseurs	249	6	140	(52)	24
Augmentation / (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	2	44	(14)	56	6

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation	dont : Actions propres <i>(en nombre d'actions)</i>	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés*	Autres réserves*	Ecarts de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
			<i>(millions d'euros)</i>								
Solde 1^{er} janvier 2012	287 247 518	233 448	1 149	9 684	(17)	6 217	(751)	(280)	16 002	2 197	18 199
Résultat net						282			282	150	432
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(124)	95	(29)	5	(24)
Résultat global						282	(124)	95	253	155	408
Dividendes						(145)			(145)	(143)	(288)
Augmentation de capital									-	9	9
Augmentation de capital (exercice de stock-options)	7 984		-	-					-	-	-
Paiements fondés sur des actions				9					9	-	9
Actions propres		(75 530)			5	(5)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						42			42	(83)	(41)
Autres mouvements						2			2	(2)	-
Solde au 30 septembre 2012	287 255 502	157 918	1 149	9 693	(12)	6 393	(875)	(185)	16 163	2 133	18 296
Solde 1^{er} janvier 2013	287 255 502	157 283	1 149	9 695	(11)	6 477	(925)	(719)	15 666	2 082	17 748
Résultat net						388			388	127	515
Autres éléments du résultat global net d'impôts							92	(1 318)	(1 226)	(97)	(1 323)
Résultat global						388	92	(1 318)	(838)	30	(808)
Dividendes						(289)			(289)	(189)	(478)
Augmentation de capital (exercice de stock-options)	98 952		-	3					3	-	3
Paiements fondés sur des actions				12					12	-	12
Actions propres		(139 348)			10	(10)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						84			84	102	186
Autres mouvements						1			1	2	3
Solde au 30 septembre 2013	287 354 454	17 935	1 149	9 710	(1)	6 651	(833)	(2 037)	14 639	2 027	16 666

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Note 4).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 novembre 2013.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 septembre 2013 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2013 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2012, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 *Nouvelles normes et interprétations IFRS* ci-dessous.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique appliquée aux plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin septembre afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente (Voir paragraphe 2.2 pour plus d'informations sur l'impact des amendements d'IAS 19 applicables au 1^{er} janvier 2013).

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 30 septembre 2013 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, notamment pour les UGT

situées en Syrie et en Egypte du fait de la situation actuelle. La revue des UGT ou groupes d'UGT sensibles a permis de confirmer l'absence de perte de valeur au 30 septembre 2013. Le test annuel de perte de valeur sera réalisé au cours de dernier trimestre de l'année.

2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2013

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2012 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2013, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2012 (page F23) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 septembre 2013 à l'exception des amendements d'IAS 19 qui ont été appliqués rétrospectivement au 1^{er} janvier 2012.

Le Groupe appliquait déjà l'option proposée par IAS 19 de comptabilisation en autres éléments du résultat global des écarts actuariels au cours de la période de leur constatation. Ainsi, les amendements d'IAS 19 ont impacté principalement la composante financière des charges de retraite comptabilisée dans le compte de résultat consolidé et la comptabilisation des coûts des services passés :

- la composante financière des charges de retraite est comptabilisée en charges financières et est calculée en multipliant la juste valeur des actifs du régime par le taux d'actualisation et non plus par le taux de rendement attendu des actifs. La différence avec le rendement réel des actifs du régime reste comptabilisée en autres éléments du résultat global. En conséquence, le montant de l'obligation et des capitaux propres ne sont pas impactés, seule la répartition de la composante financière de la charge de retraite entre le résultat net et les autres éléments du résultat global est modifiée ;
- les coûts des services passés résultant de changements de régimes de retraite sont désormais inscrits immédiatement en charge, et ne sont plus amortis sur la durée résiduelle d'acquisition des droits. Les coûts des services passés non encore amortis ont été comptabilisés en provision pour avantage du personnel (non courant) en contrepartie des réserves consolidées pour leur montant net d'impôt au 1^{er} janvier 2012 (2 millions d'euros).

A compter de l'adoption de ces amendements, la composante financière des charges de retraite qui était auparavant présentée en « Résultat d'exploitation avant plus-value de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », est dorénavant présentée en « Charges financières » dans le compte de résultat consolidé.

Les tableaux ci-après présentent l'incidence du changement de méthode sur le compte de résultat et l'état du résultat global :

Compte de résultat	30 septembre 2012			31 décembre 2012		
	publié	Impact IAS 19R	retraité	publié	Impact IAS 19R	retraité
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>						
Produits des activités ordinaires	12 007		12 007	15 816		15 816
Coût des biens vendus	(9 098)	11	(9 087)	(11 945)	11	(11 934)
Frais administratifs et commerciaux	(1 072)	(26)	(1 098)	(1 431)	(38)	(1 469)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 837	(15)	1 822	2 440	(27)	2 413
Plus- (moins-) values de cession	41		41	53		53
Autres produits (charges) d'exploitation	(428)		(428)	(546)		(546)
Résultat d'exploitation	1 450	(15)	1 435	1 947	(27)	1 920
Charges financières	(872)	(53)	(925)	(1 191)	(64)	(1 255)
Produits financiers	119		119	160		160
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	11		11	5		5
Résultat avant impôts	708	(68)	640	921	(91)	830
Impôts	(234)	18	(216)	(316)	24	(292)
Résultat net des activités poursuivies	474	(50)	424	605	(67)	538
Résultat net des activités abandonnées	8		8	16		16
Résultat net	482	(50)	432	621	(67)	554
<i>Dont part attribuable aux :</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	332	(50)	282	432	(67)	365
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	150		150	189		189
Résultats nets par action (euros)						
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe						
-résultat par action de base	1,16	(0,18)	0,98	1,50	(0,23)	1,27
-résultat par action dilué	1,15	(0,17)	0,98	1,50	(0,23)	1,27
Dont activités poursuivies						
-résultat par action de base	1,13	(0,18)	0,95	1,44	(0,23)	1,21
-résultat par action dilué	1,12	(0,17)	0,95	1,44	(0,23)	1,21

Etat du résultat global <i>(millions d'euros)</i>	30 septembre 2012			31 décembre 2012		
	publié	Impact IAS 19R	retraité	publié	Impact IAS 19R	retraité
Résultat net	482	(50)	432	621	(67)	554
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat						
Gains et pertes actuariels	(243)	68	(175)	(331)	91	(240)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	66	(18)	48	88	(24)	64
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(177)	50	(127)	(243)	67	(176)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	103		103	(490)		(490)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	(74)	50	(24)	(733)	67	(666)
RÉSULTAT GLOBAL	408	-	408	(112)	-	(112)
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	253		253	(248)		(248)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	155		155	136		136

Le changement de méthode n'a pas d'impact sur le tableau de trésorerie à l'exception des lignes directement impactées dans le compte de résultat (résultat net, (produits) charges financiers, impôts et autres).

Application de normes et interprétations par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2013.

Normes non encore entrées en vigueur dont l'application aura une incidence sur les états financiers consolidés du Groupe

L'évaluation finale des impacts des nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2012 et non encore entrées en vigueur, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2012 (page F23) est en cours de finalisation. Cependant, selon une étude préliminaire l'application de ces nouvelles normes aura les impacts suivants :

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 : aucun impact significatif n'a été identifié.
- IFRS 11 – Partenariats, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 : les principaux impacts résulteront de la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence des co-entreprises détenues par le Groupe actuellement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Sur la base des co-entreprises existantes au 1^{er} janvier 2013, l'application d'IFRS 11 aurait eu les impacts suivants sur les comptes consolidés intermédiaires relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 septembre 2013 :
 - diminution de 1 550 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
 - diminution de l'Ebitda³ de 221 millions d'euros ;
 - diminution de 97 millions d'euros du « Résultat d'exploitation avant plus-value de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » ;
 - diminution de la dette nette⁴ de 608 millions d'euros.
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 : l'analyse des informations à fournir est en cours.

2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

³ EBITDA (résultat brut d'exploitation) : résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels.

⁴ Dette nette : somme des passifs financiers non courants, des passifs financiers courants (y compris la part à moins d'un an des passifs financiers à long terme), des instruments dérivés passifs non courants et des instruments dérivés passifs courants, de laquelle on soustrait la trésorerie et équivalents de trésorerie, les instruments dérivés actifs non courants et les instruments dérivés actifs courants.

Note 3. Principaux événements de la période

3.1 Création de la coentreprise Lafarge Tarmac

Contexte de l'opération

La Commission de la Concurrence a approuvé en mai 2012 le projet de coentreprise entre Lafarge UK et Tarmac Quarry Materials, sous réserve de cessions d'un portefeuille d'activités de matériaux de construction de Tarmac et de Lafarge au Royaume-Uni.

Ces cessions et la création de la coentreprise Lafarge Tarmac sont intervenues le 7 janvier 2013. Cette nouvelle entité regroupe les activités ciment, granulats, béton prêt à l'emploi, asphalte et enrobés bitumeux, services de maintenance, et activités de recyclage des déchets au Royaume-Uni.

La création de la nouvelle entité a été réalisée sans échange de trésorerie.

Traitement comptable de la création de la coentreprise

Au 31 décembre 2012, conformément aux dispositions d'IFRS 5, les actifs et passifs de Lafarge UK étaient regroupés respectivement sur les lignes « Actifs en cours de cession » et « Passifs liés aux actifs en cours de cession » dans l'état de situation financière consolidée (voir Note 3 (*Principaux événements de la période*) annexée aux comptes consolidés au 31 décembre 2012).

Au 7 janvier 2013, en application d'IAS 27 du fait de la perte de contrôle exclusif de Lafarge UK, le traitement comptable retenu pour la création de la coentreprise est le suivant :

- Cession de la totalité de la participation antérieurement détenue par le Groupe dans Lafarge UK et comptabilisation du résultat de cession dans le compte de résultat ;
- Acquisition de 50% de Lafarge Tarmac pour un montant correspondant à 50% de la juste valeur de la coentreprise Lafarge Tarmac. Cette prise de contrôle conjoint induit la comptabilisation d'un goodwill ;
- Lafarge Tarmac dont le Groupe détient 50% des droits de vote, est consolidée par intégration proportionnelle à partir de sa date de création.

Présentation des impacts provisoires

L'incidence nette de la création de la coentreprise et de la cession d'un portefeuille d'activités comme requis par la Commission de la Concurrence est un gain de 42 millions d'euros dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- (moins-) value de cession ».

La juste valeur des actifs nets de Lafarge UK apportés, les actifs nets provisoires acquis (50% de Lafarge Tarmac) et le goodwill provisoire résiduel sont détaillés ci-après :

<i>(millions d'euros)</i>	
Juste valeur de la coentreprise Lafarge Tarmac (50%)	1 515
Juste valeur provisoire des actifs nets acquis (50%)	1 156
Goodwill provisoire	359

Le goodwill représente principalement des parts de marché et des synergies attendues grâce à l'amélioration de la performance opérationnelle dans les domaines de la logistique et des achats, et au déploiement de produits à valeur ajoutée sur un territoire étendu, qui ne peuvent pas être reconnues séparément.

La juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis est présentée dans le tableau ci-après à la date d'acquisition :

<i>(millions d'euros)</i>	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	-
Immobilisations corporelles	1 330
Stocks	69
Clients	128
Autres actifs	81
Trésorerie et équivalents de trésorerie	70
Provisions	(226)
Passifs financiers	-
Fournisseurs	(127)
Autres passifs	(169)
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-
TOTAL ACTIF NET ACQUIS	1 156

Pour les neuf premiers mois 2013, la contribution de Lafarge Tarmac aux produits des activités ordinaires du Groupe est de 756 millions d'euros et de 1 million d'euros au résultat net (part du Groupe).

L'incidence nette des cessions du portefeuille d'activités et de la création de la coentreprise est de 30 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs ».

3.2 Opérations de cession

3.2.1 Cession de la branche Plâtre

Le Groupe présente depuis septembre 2011 les activités de la branche Plâtre (à l'exclusion des activités en Moyen-Orient et Afrique) comme une « activité abandonnée » tel qu'expliqué dans la Note 3.2.1 de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2012 (page F24). Le Groupe a cédé ses activités en Australie en août 2011 et ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie lors du dernier trimestre 2011.

Jusqu'à la date de cession, conformément aux dispositions d'IFRS 5 :

- les actifs et passifs des opérations Plâtre Amérique du Nord étaient regroupés respectivement sur les lignes « Actifs en cours de cession » et « Passifs liés aux actifs en cours de cession » dans l'état de situation financière consolidée ;
- les actifs amortissables n'étaient plus amortis (incidence de 13 millions d'euros sur les huit premiers mois 2013 et de 15 millions d'euros sur les neufs premiers mois 2012).

Le 24 juin 2013, le Groupe a signé un contrat de vente de ses opérations Plâtre en Amérique du Nord à une division du fonds d'investissement Lone Star, pour une valeur d'entreprise de 700 millions de dollars américains. L'opération a été réalisée le 30 août 2013.

L'incidence de cette cession sur les états financiers du Groupe est la suivante :

- Tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » : 530 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée et hors frais de transaction ;
- Compte de résultat consolidé sur la ligne « Résultat net des activités abandonnées » : 25 millions d'euros au titre de la plus-value de cession nette d'impôt.

3.2.2 Cession d'actifs granulatés en Georgie (Etats-Unis)

En février et mars 2013, le Groupe a cédé six carrières de granulats situées dans l'Etat de Géorgie (Etats-Unis). L'incidence nette de cette cession est de 115 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 4 millions d'euros au titre de la plus-value de cession dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

3.2.3 Cession des opérations ciment en Ukraine

En septembre 2013, le Groupe a cédé au groupe CRH son activité ciment en Ukraine. L'incidence nette de cette cession est de 83 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de (20) millions d'euros au titre de la moins-value de cession dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

3.3 Création d'une nouvelle entité au Mexique

En septembre 2013, le Groupe et Elementia ont créé une société regroupant l'ensemble de leurs actifs cimentiers au Mexique. Le Groupe a apporté à cette nouvelle entité les usines de Vito et Tula d'une capacité totale de près d'un million de tonnes, Elementia apportant son usine d'un million de tonnes en cours de construction dans le centre du pays.

La nouvelle société est détenue à 47% par le Groupe et à 53% par Elementia et est comptabilisée par mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe. Suite à la perte de contrôle, le résultat de cession est un gain de 81 millions d'euros dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- (moins-) value de cession ». La valeur de la mise en équivalence, correspondant à la juste valeur de la quote-part de 47%, est de 181 millions d'euros à la date de la création de la société.

3.4 Augmentation de capital dans Lafarge India Private Limited

Le 15 juillet 2013, le Groupe a finalisé l'augmentation de capital de 14 milliards de roupies (environ 180 millions d'euros) souscrite par Baring Private Equity Asia, représentant une participation minoritaire de 14% dans Lafarge India Private Limited, la filiale indienne du Groupe. L'impact dans les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe est de 93 millions d'euros.

3.5 Emission obligataire

En septembre 2013, le Groupe a réalisé auprès d'investisseurs institutionnels une émission obligataire de 750 millions d'euros d'une durée de 7 ans, portant un coupon annuel fixe de 4,75%.

Note 4. Information sectorielle

Le Groupe est organisé par pays. Les pays ou groupes de pays sont les secteurs opérationnels du Groupe. 6 régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique Latine
- Asie

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général⁵ aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

⁵ Principal décideur opérationnel

a) Information par secteur

30 septembre 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	2 546	2 370	895	3 136	677	2 113	
Moins : inter-secteur	(92)	-	(8)	(104)	-	(49)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	2 454	2 370	887	3 032	677	2 064	11 484
EBITDA	260	417	151	856	185	440	2 309
Dotation aux amortissements des immobilisations	(193)	(117)	(66)	(231)	(29)	(127)	(763)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	67	300	85	625	156	313	1 546
Plus- (moins-) values de cession	42	(1)	(20)	-	66	4	91
Autres produits (charges) d'exploitation	(104)	(18)	(34)	(25)	(6)	(7)	(194)
<i>Dot dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	(13)	(10)	(31)	-	-	(1)	(55)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5	281	31	600	216	310	1 443
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	106	77	235	104	37	188	747
Capitaux investis	5 664	4 925	2 662	10 650	1 288	3 732	28 921
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	7 042	5 539	2 914	11 790	1 487	4 803	33 575
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	145	14	41	203	211	4	618
Actifs non alloués ^(a)							4 763
TOTAL ACTIF							38 338
Passifs sectoriels	2 236	1 487	282	1 097	198	818	6 118
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							32 220
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							38 338

(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

30 septembre 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	2 497	2 551	1 006	3 373	729	2 109	
Moins : inter-secteur	(64)	-	(17)	(107)	-	(70)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	2 433	2 551	989	3 266	729	2 039	12 007
EBITDA	401	398	214	947	211	408	2 579
Dotation aux amortissements des immobilisations	(142)	(148)	(61)	(247)	(31)	(128)	(757)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	259	250	153	700	180	280	1 822
Plus- (moins-) values de cession	(2)	1	-	-	-	42	41
Autres produits (charges) d'exploitation	(310)	(53)	(23)	(28)	(2)	(12)	(428)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(165)</i>	<i>(3)</i>	<i>(14)</i>	<i>(1)</i>	-	-	<i>(183)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(53)	198	130	672	178	310	1 435
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	101	62	91	90	33	116	493
Capitaux investis	4 129	5 795	2 714	11 996	1 372	4 084	30 090
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE							
Actifs sectoriels	5 275	6 456	2 996	13 180	1 599	5 156	34 662
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>153</i>	<i>20</i>	<i>40</i>	<i>216</i>	<i>41</i>	<i>9</i>	<i>479</i>
Actifs en cours de cession	1 939	441	-	-	-	-	2 380
Actifs non alloués ^(a)							4 552
TOTAL ACTIF							41 594
Passifs sectoriels	1 966	1 817	312	1 109	232	808	6 244
Passifs liés aux actifs en cours de cession	318	30	-	-	-	-	348
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							35 002
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							41 594

(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	3 271	3 375	1 293	4 423	961	2 832	
Moins : inter-secteur	(90)	-	(23)	(140)	-	(86)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	3 181	3 375	1 270	4 283	961	2 746	15 816
EBITDA	507	558	256	1 242	296	564	3 423
Dotation aux amortissements des immobilisations	(191)	(198)	(81)	(329)	(40)	(171)	(1 010)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	316	360	175	913	256	393	2 413
Plus- (moins-) values de cession	-	10	-	1	-	42	53
Autres produits (charges) d'exploitation	(357)	(65)	(36)	(71)	(4)	(13)	(546)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(178)</i>	<i>(7)</i>	<i>(19)</i>	<i>(5)</i>	-	<i>(3)</i>	<i>(212)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(41)	305	139	843	252	422	1 920
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	156	112	121	142	72	172	775
Capitaux investis	4 081	5 060	2 686	11 560	1 332	3 938	28 657
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	5 244	5 632	3 007	12 701	1 550	5 073	33 207
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>156</i>	<i>20</i>	<i>42</i>	<i>204</i>	<i>40</i>	<i>8</i>	<i>470</i>
Actifs en cours de cession	1 849	431	-	-	-	-	2 280
Actifs non alloués ^(a)							3 977
TOTAL ACTIF							39 464
Passifs sectoriels	1 956	1 675	359	1 110	217	893	6 210
Passifs liés aux actifs en cours de cession	348	40	-	-	-	-	388
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							32 866
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							39 464

(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

b) Information par ligne de produit

(en millions d'euros)	Produits des activités ordinaires externes			Produits des activités ordinaires		
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	31 décembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012	31 décembre 2012
Ciment	7 311	7 899	10 373	7 834	8 440	11 085
Granulats & Béton	4 103	4 040	5 353	4 116	4 051	5 367
Autres produits	70	68	90	70	68	90
Eliminations				(536)	(552)	(726)
Total	11 484	12 007	15 816	11 484	12 007	15 816

c) Information par pays

(millions d'euros)	30 septembre 2013		30 septembre 2012		31 décembre 2012	
	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *
Europe occidentale	2 454	5 751	2 433	4 197	3 181	4 231
dont :						
France	1 361	2 306	1 411	2 326	1 855	2 344
Royaume-Uni ***	756	1 626	632	-	822	-
Amérique du Nord	2 370	4 313	2 551	5 096	3 375	4 700
dont :						
Etats-Unis **	815	1 180	1 001	1 610	1 307	1 368
Canada **	1 555	829	1 550	910	2 068	894
Europe centrale et de l'est	887	2 521	989	2 559	1 270	2 642
Moyen Orient et Afrique	3 032	10 466	3 266	11 837	4 283	11 444
dont :						
Egypte	267	2 203	351	2 660	459	2 491
Algérie	462	2 913	431	3 142	584	3 133
Nigéria	456	1 274	450	1 350	572	1 319
Amérique latine	677	1 263	729	1 336	961	1 310
dont :						
Brésil	465	810	508	920	666	905
Asie	2 064	3 654	2 039	3 974	2 746	3 939
Total	11 484	27 968	12 007	28 999	15 816	28 266

* Les actifs non-courants sectoriels regroupent le goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les participations dans des entreprises associées

** Actifs non courants sectoriels hors goodwill

*** Augmentation des actifs non-courants sectoriels suite à la création de la coentreprise Lafarge Tarmac (voir Note 3.1)

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 septembre 2013 et 2012, et pour le 31 décembre 2012 est présenté ci-dessous :

	9 mois		31 décembre
	2013	2012	2012
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	388	282	365
<i>Dont résultat net des activités poursuivies</i>	341	274	349
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 242	287 073	287 079
Nombre total d'actions potentielles dilutives	1 982	1 128	1 183
Nombre moyen d'actions - dilué	289 224	288 201	288 262
Résultat par action (euros)	1,35	0,98	1,27
Résultat dilué par action (euros)	1,34	0,98	1,27
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	1,19	0,95	1,21
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	1,18	0,95	1,21

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 septembre		31 décembre
	2013	2012	2012
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	11 124	12 425	11 212
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	38	49	49
Passifs financiers, part à plus d'un an	11 162	12 474	11 261
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	3 294	3 136	2 823
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	11	59	-
Passifs financiers, part à moins d'un an	3 305	3 195	2 823
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	14 418	15 561	14 035
Total options de vente octroyées aux minoritaires	49	108	49
Total passifs financiers	14 467	15 669	14 084

Les passifs financiers à moins d'un an que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers" (93 millions d'euros au 30 septembre 2013 et aucun montant au 31 décembre 2012). La variation nette de ces passifs est une augmentation de 93 millions d'euros au 30 septembre 2013 (une diminution de 57 millions d'euros au 30 septembre 2012 et une diminution de 57 millions d'euros au 31 décembre 2012) et est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an".

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 septembre 2013 à 6,3% (6,1% au 30 septembre 2012 et 6,4 % au 31 décembre 2012).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut après swaps s'établit à 6,2% pour les 9 premiers mois 2013 (6,2% pour les 9 premiers mois 2012 et 6,2% pour l'année 2012).

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2012.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises et nord-américaines ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 30 septembre 2013 à 379 millions d'euros (542 millions d'euros au 30 septembre 2012 et 371 millions d'euros au 31 décembre 2012).

La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 307 millions d'euros au 30 septembre 2013 (402 millions d'euros au 30 septembre 2012 et 300 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 72 millions d'euros au 30 septembre 2013 (140 millions d'euros au 30 septembre 2012 et 71 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Information relative à la juste valeur des instruments financiers

Les principales catégories d'actifs et de passifs financiers du Groupe sont identiques à celles identifiées dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2012. Par ailleurs, les écarts entre les justes valeurs et les valeurs comptables de ces principales catégories d'actifs et de passifs financiers n'ont pas connu d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2012.

Note 7. Capitaux propres**(a) Dividendes**

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté par le Groupe en 2013 au titre de l'exercice 2012 (payé en juillet 2013) ainsi que celui voté en 2012 au titre de l'exercice 2011 (payé en juillet 2012).

(en euros, sauf indication contraire)	2012	2011
Dividende total (en millions d'euros)	289	145
Dividende par action	1,00	0,50
Dividende majoré par action*	1,10	0,55

* Voir la Section 6.2.5 (c) (Statuts - Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions) du Document de Référence 2012 pour plus d'informations sur le dividende majoré.

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 décembre 2012	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 septembre 2013
Actifs financiers disponibles à la vente	21	-	-	21
<i>Valeur brute</i>	31	-	-	31
<i>Impôt différé</i>	(10)	-	-	(10)
Couverture des flux de trésorerie	(27)	-	3	(24)
<i>Valeur brute</i>	(37)	-	4	(33)
<i>Impôt différé</i>	10	-	(1)	9
Gains et pertes actuariels	(919)	89	-	(830)
<i>Valeur brute</i>	(1 310)	140	-	(1 170)
<i>Impôt différé</i>	391	(51)	-	340
Total Autres réserves	(925)	89	3	(833)
Total Ecart de conversion	(719)	(1 359)	41	(2 037)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(1 644)	(1 270)	44	(2 870)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Concurrence

Allemagne – Ciment : Le 14 avril 2003, l'autorité allemande de la concurrence (le « Bundeskartellamt ») annonçait imposer des amendes aux principales sociétés cimentières allemandes, dont notre filiale Lafarge Zement, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Suite aux différentes procédures et décisions intervenues depuis lors, dont le jugement final de la Cour Suprême Fédérale en date du 9 avril 2013, le montant net supporté par notre filiale au titre de ce litige s'est élevé à 18,4 million d'euros.

Dans l'action civile de groupe introduite en parallèle des procédures ci-dessus désormais closes, des tiers réclament la réparation de dommages résultant de telles pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Des procédures relatives à la prescription sont en cours et un jugement en première instance de la Cour régionale de Düsseldorf est attendu sur cette question d'ici la fin de l'année 2013.

Inde – Ciment : En Inde, une enquête avait été initiée en 2011 à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment. Suite à cette enquête, par décision en date du 21 juin 2012, la Commission de la concurrence de l'Inde a condamné les cimentiers pour non-respect des dispositions du « Competition Act, 2002 » relatif aux accords anticoncurrentiels. La Commission a condamné 11 cimentiers, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. La Commission a également condamné l'association professionnelle indienne des cimentiers. La sanction infligée à Lafarge India PVT Ltd est de 4,8 milliards de roupies (57 millions d'euros⁶), sur un montant total de 60 milliards de roupies (707 millions d'euros⁴). Lafarge India PVT Ltd conteste vigoureusement le fondement de cette condamnation et a introduit le 31 août 2012 un recours en appel devant le Competition Appeal Tribunal (le « CAT »), ainsi qu'une requête visant à sursoir au paiement de l'amende jusqu'à décision finale du CAT. Par décision en date du 17 mai 2013, après différentes étapes procédurales, le CAT a décidé d'accorder ce sursis provisoire, sous condition du versement d'un dépôt de garantie de 10% du montant de l'amende infligée par la Commission. Lafarge India PVT a déposé la somme correspondante (soit 6,7 millions d'euros) le 24 juin 2013, tout en demandant au Tribunal de rectifier et réduire ce montant suite à une erreur de calcul. Cette requête visant à rectifier le montant du dépôt de garantie sera examinée en même temps que l'appel principal.

Les audiences sur le fond de l'affaire reprendront en novembre 2013 et la décision finale du CAT pourrait intervenir courant 2014. Aucune provision n'a été constituée.

Etats-Unis – Canada – Plâtre : À compter de décembre 2012, une série d'actions pour pratiques anticoncurrentielles a été initiée contre l'ensemble des acteurs de l'industrie des plaques de plâtre, y compris Lafarge North America Inc., auprès de cours fédérales situées dans plusieurs villes américaines, dont Philadelphie, Chicago et Charlotte. Ces actions ont depuis été regroupées devant le « Eastern District of Pennsylvania » et les demandeurs ont déposé une plainte groupée. En substance, les demandeurs allèguent de pratiques anticoncurrentielles visant à des augmentations de prix dans les années 2012 et 2013. Les demandeurs n'apportent aucune preuve directe d'accords entre les défendeurs, et s'appuient en grande partie sur des éléments circonstanciels présumés. Lafarge North America Inc. estime ces poursuites sans fondement et entend opposer une défense vigoureuse à ces actions. Aucune provision n'a été constituée.

Par la suite, en septembre 2013, deux nouvelles actions de groupe ont été introduites, respectivement au Québec et dans l'Ontario (cette dernière pour le compte de potentiels plaignants au Canada) contre les membres de l'industrie des plaques de plâtre, dont nos filiales Lafarge Canada Inc. et Lafarge North America Inc. Les demandeurs prétendent que les acteurs du secteur se sont concertés pour augmenter les prix entre septembre 2011 et la date de leur requête. Sur la base des éléments disponibles à ce stade sur ces actions récemment ouvertes, nos filiales estiment ces poursuites sans fondement et entendent opposer une défense vigoureuse. Aucune provision n'a été constituée.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

⁶ Conversion par convention au taux de change de clôture.

Europe – Ciment : En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7) : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours et Lafarge a répondu à ses multiples demandes d'informations. En novembre 2011, Lafarge a reçu à la suite de sa dernière réponse une injonction de lever toutes réserves et de fournir à la Commission sous la menace d'une astreinte toutes informations complémentaires nécessaires à la poursuite de son enquête. Lafarge a fourni diligemment lesdites informations et a par ailleurs déposé un recours en annulation contre cette décision d'astreinte. Par lettre reçue le 15 janvier 2013, la Commission a confirmé qu'aucune amende ne serait infligée à Lafarge au titre de cette injonction et, en conséquence, Lafarge a retiré le recours visant à son annulation. Au cours du troisième trimestre 2012, des représentants de la commission européens ont procédé à des investigations chez les associations professionnelles cimentières française, allemande et européenne. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

Grande-Bretagne – Ciment : Le 18 janvier 2012, l'« Office of Fair Trading » (« OFT ») a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence UK (la « Commission ») de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des Granulats, du Ciment et du Béton (« Industrie ») en Grande-Bretagne. La Commission a mené cette enquête de marché sur l'approvisionnement des produits visés. Le 21 mai 2013 la Commission a publié un rapport de recherches provisoire (le « Rapport ») alléguant de l'existence d'une combinaison de caractéristiques structurelles et de conduite (« combination of structural and conduct features ») pouvant entraîner des effets sur la concurrence dans le marché du ciment en Grande-Bretagne. Le 25 juin 2013, Lafarge Tarmac a répondu à ce Rapport contestant vigoureusement les conclusions provisoires et les mesures correctives (« remedies ») envisagées. Le 8 octobre 2013, la Commission a publié sa décision provisoire sur les mesures correctives qui prévoit la cession par Lafarge-Tarmac d'une cimenterie, de centrales à béton et de deux broyeurs de laitier, et impose des mesures correctives comportementales relatives notamment à la publication de données sur le marché du ciment et aux lettres de notification de prix. Tout en répondant en parallèle à cette décision provisoire sur les mesures correctives, Lafarge-Tarmac a introduit le 22 octobre 2013 devant le Competition Appeal Tribunal (« CAT ») un appel incident sur des questions procédurales. Le rapport final de la Commission (qui intègrera la décision finale sur les mesures correctives) est actuellement attendu pour janvier 2014, sous réserve des conséquences de la décision qui pourrait être rendue par le CAT dans le cadre de l'appel incident.

Autres procédures

États-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. (LNA) et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par LNA qui aurait provoqué la rupture de la digue du « Inner Arbor Navigational Canal » à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de LNA. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire (« Motion for Summary Judgment ») à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs. L'audience s'est tenue en octobre 2011, et une décision a été rendue par la « Federal Court » le 20 mars 2012 accordant ce jugement sommaire en faveur de LNA et contre l'ensemble des autres instances introduites devant la « Federal Court ». Les plaignants avaient fait appel de cette décision mais l'ont récemment volontairement retiré. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée par le « Parish of Saint Bernard » devant la « State Court » de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la « Federal Court » saisi des principales actions ; requête à laquelle il a été consenti. LNA a ensuite déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire contre « Parish of Saint Bernard », requête à laquelle il a aussi été consenti. Les plaignants ont fait appel de cette décision le 3 janvier 2013. Une décision de la Cour d'appel est attendue au cours du premier semestre 2014.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à cette action en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement.

À l'occasion d'acquisitions intervenues au cours des dernières années, Lafarge ou ses filiales sont ou pourraient être confrontés à diverses demandes, exigences ou réclamations, notamment d'actionnaires minoritaires.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces garanties. En particulier, une procédure d'arbitrage est en cours entre certaines filiales de Lafarge et l'acquéreur d'une de nos activités qui réclamait un montant total de 59 millions de dollars américains. Par décision finale et définitive émise en août 2013, le tribunal arbitral a fait droit à certaines prétentions du demandeur, condamnant nos filiales à payer 16,6 millions de dollars américains en dommages (et 2 millions en frais de procédure), et a rejeté les autres demandes portant sur un montant de 43 millions de dollars américains.

Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes à ce titre.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la Note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2012.

Note 10. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture.

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires condensés

Monsieur le Président - Directeur général,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Lafarge et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1er janvier au 30 septembre 2013, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis par un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Nouvelles normes et interprétations IFRS » des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés qui expose les effets de l'application au 1er janvier 2013 des amendements de la norme IAS 19 – Avantages du personnel.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 6 novembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé